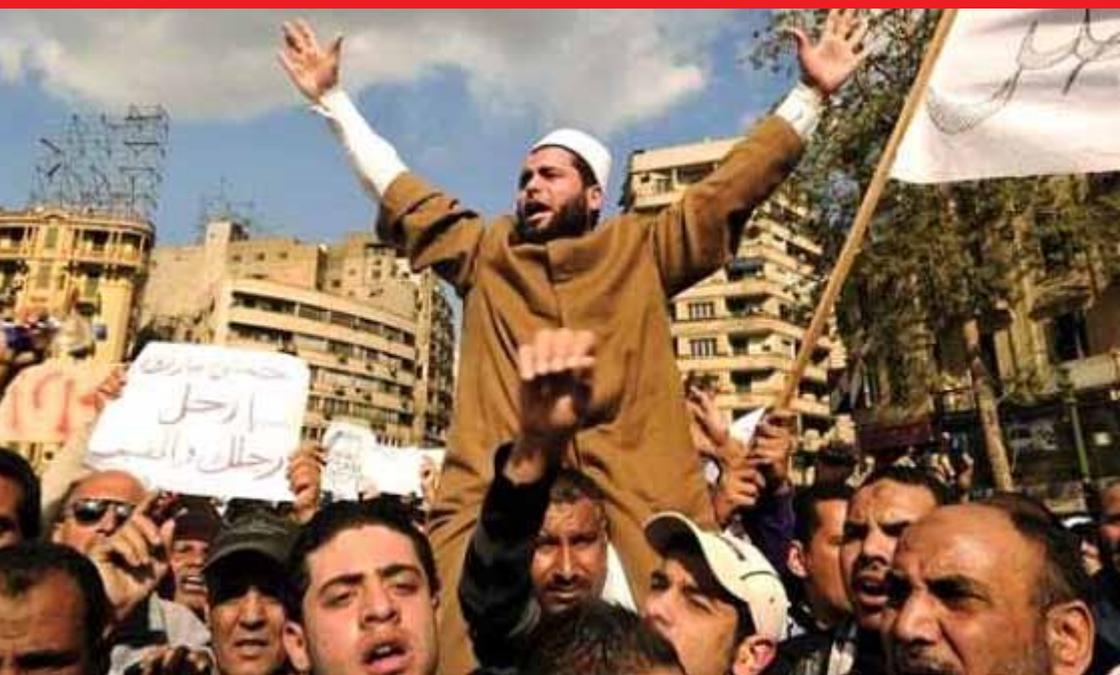


# La force et les limites du processus révolutionnaire en Afrique du Nord et au Moyen-Orient



Ligue Internationale des Travailleurs  
Quatrième Internationale

Y a-t-il, oui ou non, une révolution en cours ? 4  
« Printemps arabe » ? Et maintenant, « l'Hiver » ? 4  
Les impasses de la conjoncture reflètent des limites profondes 5  
Les caractéristiques particulières de ce processus révolutionnaire 5  
La révolution permanente dans la région 6  
L'absence de direction révolutionnaire 7  
Les limites de la démocratie bourgeoise 8  
La décadence de l'impérialisme lui impose également des limites 8  
Les courants islamistes bourgeois 9  
A côté du peuple contre les dictatures syrienne et lybienne ?  
Ne pas prendre parti ? 9  
Les militaires se maintiennent au pouvoir en Egypte 10  
Une nouvelle guerre civile en Irak 11  
L'impasse syrienne 12  
Un nouvel élément contre-révolutionnaire : l'Etat islamique 12  
La défaite israélienne à Gaza 13  
Libye : la crise continue 13  
La lutte progressiste des Kurdes 13  
La Turquie se déstabilise 14  
L'exception de la Tunisie 14  
Un processus révolutionnaire avec des impasses et des limites structurelles 15

*Eduardo Almeida  
est membre de la direction de la  
Ligue Internationale des Travailleurs-  
Quatrième Internationale  
Le texte en français est édité par la  
Ligue Communiste des Travailleurs  
Section belge de la LIT-QI  
www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com*

# La force et les limites du processus révolutionnaire en Afrique du Nord et au Moyen-Orient

**Eduardo Almeida**  
6.12.2014

Le processus révolutionnaire ouvert fin 2010 en Afrique du Nord et au Moyen-Orient est toujours l'un des centres de la situation politique mondiale.

Il comprend de nouvelles combinaisons, comme c'est le cas dans toute révolution. Et il soulève de nombreuses controverses, comme c'est le cas pour tout processus complexe. Ce texte vise à cibler les tendances générales de ces combinaisons et en souligner les limites déjà très évidentes. Nous reprenons également la polémique ouverte concernant ce processus.

### Y a-t-il, oui ou non, une révolution en cours ?

La discussion sur ce qui se passe dans la région commence par une définition : s'agit-il bien d'une révolution en marche ? Nous avons caractérisé ce processus dès son début comme révolutionnaire, n'en déplaise à la majorité absolue de la gauche.

Trotsky a donné une définition classique de ce qu'est une révolution : « *Le trait le plus incontestable d'une révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques. [...] Aux tournants décisifs, quand l'ordre établi devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, se débarrassent de leurs représentants traditionnels, et créent les bases initiales pour un nouveau régime par leur propre intervention. [...] L'histoire d'une révolution est pour nous, avant tout, l'histoire de l'irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées.* »\*

La majorité de la gauche n'identifie dans la région aucune révolution en cours. Ils ne voient que des événements isolés et momentanés, quelques « rébellions », comme s'il s'agissait d'explosions de colère qui vont et viennent. De cette façon, ils ne voient pas la totalité de ce qui se passe en Afrique du Nord et au Moyen-Orient depuis maintenant quatre ans. Quand un processus révolutionnaire commence, rien ne reste comme avant, il y a des changements qualitatifs dans la réalité. Et la réalité dans cette région est très différente depuis le début du processus révolutionnaire.

\* L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, 1932

### « Printemps arabe » ? Et maintenant, « l'Hiver » ?

Il y a aussi une autre polémique concernant ce qui se passe dans la région. Après environ quatre années d'évolution, la majorité de la gauche mondiale – qui n'a jamais considéré ce qui passe comme une révolution – évalue le processus comme pratiquement terminé.

Ces courants ont accepté d'emblée la définition journalistique de « printemps arabe » pour décrire la montée démocratique qui a renversé des gouvernements, comme en Tunisie et en Egypte. On parle maintenant de « la fin du printemps » et d'un « hiver » qui s'annonce.

Cependant, un tel processus révolutionnaire long et complexe comprend un affrontement dur et résistant entre la révolution et la contre-révolution, qui a des moments de montée et d'autres de reflux, des victoires et des défaites partielles. Cette définition est beaucoup plus riche que la simplification réduite à l'évolution des saisons dans l'année.

Il y a actuellement une conjoncture marquée par des impasses et des reflux, mais aussi par l'ouverture de nouveaux fronts de bataille, tels que la lutte des Kurdes et la recrudescence en Palestine, ainsi que les réalignements auxquels ils donnent lieu. En Syrie, la guerre civile entre dans une nouvelle phase, avec le recul militaire de l'opposition au régime d'Assad, touchée par l'offensive militaire du gouvernement et le bombardement impérialiste des positions de l'Etat islamique.

En Irak, il y a une nouvelle réalité avec l'avancée de l'Etat islamique, une

nouvelle guerre civile, maintenant comme un différend entre deux secteurs contre-révolutionnaires : le gouvernement chiite lié à l'Iran, contre l'Etat islamique. Derrière cette guerre civile se cache la bataille pour le contrôle du pétrole.

En Egypte, Al-Sissi a remporté les élections et a lancé une attaque cinglante contre les travailleurs, avec une augmentation de près de 80 % du prix du carburant. Il n'est pas exclu qu'il doive faire face à une nouvelle flambée de grèves.

Israël a brutalement envahi Gaza, mais il a été vaincu par la résistance palestinienne et par le rejet, des masses du monde entier, du génocide palestinien.

### Les impasses de la conjoncture reflètent des limites profondes

Ces impasses ont généralement des racines profondes. D'une part, l'approfondissement de la révolution a des limites sévères. D'abord, parce que la classe ouvrière pèse très peu dans ce processus. Deuxièmement, parce qu'il n'y a pratiquement pas de directions révolutionnaires dans la région. Cette combinaison empêche le mouvement de masses d'aller de l'avant et d'accéder à une phase supérieure des révolutions.

L'offensive impérialiste et la répression violente des dictatures tirent souvent profit de ces limites pour faire reculer la montée. Mais la contre-révolution a aussi ses limites. La crise économique se poursuit et s'approfondit, ce qui mène à une paupérisation croissante des masses. Le maintien des dictatures détestées renouvelle jour après jour le processus de radicalisation politique. Le

résultat est la réactivation des mobiles de la révolution, ce qui fait que la montée reprend après chaque défaite.

Il n'y a aucune défaite définitive, moins encore une stabilisation de la région. La nouvelle défaite d'Israël, lors de l'invasion de Gaza, et la propagation des conflits en Turquie le démontrent.

Le fait de considérer ce moment de reflux et l'impasse actuelle comme la fin de la révolution est une erreur catastrophique, une erreur typique de la gauche petite-bourgeoise impressionniste.

### Les caractéristiques particulières de ce processus révolutionnaire

Le développement des affrontements entre la révolution et la contre-révolution, tout au long de ces quatre années, nous permet de souligner quelques caractéristiques et tendances de ce processus révolutionnaire.

Il y a des éléments dans la région qui rendent les conflits plus graves et plus profonds. Tout d'abord, elle abrite les plus grandes réserves de pétrole du monde, des réserves stratégiques pour l'impérialisme.

Deuxièmement, l'exploitation et l'oppression impérialiste mettent littéralement le feu aux poudres dans cette région riche en pétrole. Après la montée du nationalisme bourgeois – comme le nassérisme égyptien et le parti Baas, dans les années 1950 – vint un processus de recolonisation par l'impérialisme, avec la capitulation et le partenariat de la bourgeoisie locale. Ces bourgeoisies corrompues et répressives affichent un train de vie très luxueux qui contraste avec la pauvreté brutale de la majorité de la population.

Troisièmement, dans la région, il y a l'Etat nazi-fasciste d'Israël. Si d'une part Israël assure la domination militaire de l'impérialisme, d'autre part, il est un facteur de radicalisation politique permanente, de conflits et de guerres. Israël ne peut pas vivre ensemble démocratiquement avec une population arabe qui s'oppose à l'usurpation des territoires palestiniens.

Quatrièmement, avant le processus révolutionnaire, presque toute la région était marquée par des dictatures détestées, avec des décennies d'existence. Les brutaux antagonismes de classe et d'oppression nationale ne sont généralement pas résolus dans le cadre de démocraties bourgeoises.

Ces éléments structurels ont été fortement touchés par la crise économique qui existe dans le monde depuis 2008-2009. La hausse du chômage – notamment chez les jeunes – et des prix des biens de consommation de base a fait exploser le mécontentement. Le désespoir et l'absence de perspectives ont conduit les masses à l'action.

Ce n'est pas par hasard que le théâtre initial du processus fut l'auto-immolation d'un vendeur de rue en Tunisie, qui a mis le feu à son propre corps lorsque la police confisquait son chariot de fruits. Les manifestations qui ont suivi ont déferlé sur le pays et ont mis le feu à toute la région.

### **La révolution permanente dans la région**

Le processus de la révolution permanente intègre ces éléments dans la région. Dans leur lutte contre la pauvreté et la dictature, les travailleurs et

les peuples de ces pays mettent inconsciemment en question l'exploitation et l'oppression de l'impérialisme et des bourgeoisies locales associées.

Aucune des alternatives bourgeoises qui se sont imposées dans la conjoncture n'a donné une solution pour cette base économique, matérielle. Au contraire, celle-ci ne s'est qu'empirée avec les crises politiques et les guerres. Et l'ensemble du processus est aggravé par l'existence et l'action de l'Etat d'Israël. Il s'agit d'une révolution dont les masses populaires urbaines sont le sujet social, en particulier les secteurs plus jeunes, au chômage ou précarisés.

Le prolétariat a une importance économique et sociale dans plusieurs pays, comme en Egypte et en Iran. Ce n'est pas par hasard que la grève des 24 mille travailleurs de l'usine textile de Mahala (en Egypte) en 2006 a été un des symboles qui a donné lieu au Mouvement du 26-Avril, l'un des moteurs du processus révolutionnaire ouvert en Egypte en 2011.

Dans d'autres pays, le poids du prolétariat est plus faible. D'autre part, les directions réformistes font tout pour éviter n'importe quel rôle indépendant du prolétariat, ce qui augmente le recul dans la conscience et l'organisation de la classe.

Les masses urbaines ont été le sujet social de ces révolutions. Parmi eux, les travailleurs sont présents en tant qu'individus, et non comme classe organisée et dirigeante.

Dans la plupart des pays de la région, les tâches démocratiques occupent une place centrale dans ces révolutions et en sont le premier mobile. Cela n'a rien à

voir avec la vision étapistes du stalinisme, qui cherche toujours à subordonner le prolétariat à un secteur de la bourgeoisie dite « démocratique » ou « nationaliste ». C'est une affirmation du fait que le centre du programme, en ce moment et pour la plupart des pays, est le renversement de ces dictatures, ouvrant la voie à la révolution socialiste ; c'est de cette manière que Trotsky comprenait la Révolution espagnole ou la Révolution russe de février.

Cela permet l'unité d'action avec ceux qui luttent contre ces dictatures, mais cela nous impose en même temps une lutte constante pour l'hégémonie du prolétariat dans le processus révolutionnaire, avec indépendance totale de la bourgeoisie. A l'époque impérialiste, les révolutions dans les pays arriérés commencent par des questions minimales ou démocratiques que la bourgeoisie n'est pas en mesure de résoudre, poussant le prolétariat à se mettre à la tête de ces luttes, qui ne peuvent être résolues qu'avec la prise du pouvoir.

Une autre facette du concept de la révolution permanente, essentielle pour comprendre ce qui se passe dans la région, est son caractère international. Il s'agit de toute une région en ébullition, dans laquelle les processus interagissent directement. Le début de la révolution en Tunisie s'est propagé rapidement aux pays voisins. La défaite d'Israël à Gaza a été célébrée dans toute la région. La lutte kurde à Kobané contre l'Etat islamique concerne l'ensemble de la région, en particulier la Turquie et la Syrie.

### **L'absence de direction révolutionnaire**

Les alternatives du mouvement de masses qui se présentent après la restauration du capitalisme en Europe de l'Est sont plus fragiles, parce qu'elles ne sont pas sous l'hégémonie du prolétariat. C'est une caractéristique générale de ce début de siècle, et dans la région, cela a encore plus d'incidence, non seulement par le poids inégal du prolétariat (d'un pays à l'autre), mais aussi par l'absence d'organisations révolutionnaires de poids. Tout cela stérilise souvent les efforts héroïques des masses en lutte.

Le rôle des directions traditionnelles de la gauche, notamment celui du stalinisme dans la région et de sa capitulation au nationalisme bourgeois, est au cœur de ce déclin.

Il est souvent plus facile de chercher une identité religieuse, ou de race ou de genre, qu'une identité de classe. Cela fait que prédomine la fragmentation, et en particulier, dans cette région, la religion islamique.

Cette région est traditionnellement divisée en termes religieux, et cette division cache actuellement des intérêts bourgeois particuliers, notamment autour de la dispute pour le pétrole, la plus grande richesse de la région.

### **Les limites de la démocratie bourgeoise**

En Amérique latine, une série de révolutions démocratiques ont mis en échec des dictatures en Argentine (1982), au Brésil (1984), en Uruguay (1985), donnant lieu à un processus qui amena l'établissement de régimes démocratiques

bourgeois sur la plus grande partie du continent.

Cependant, dans l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient, cela ne s'est pas produit. Dans la majorité de ces pays, il n'y a pas eu d'effondrement de dictatures et d'établissement de démocraties bourgeoises au cours de ces quatre années.

Il y a eu des processus convulsifs, avec des insurrections, des guerres civiles, des coups d'Etat, mais pas d'établissement de démocraties bourgeoises. Les mêmes motifs qui furent à l'origine des dictatures (pétrole, Israël) rendent plus difficile leur effondrement. En Egypte, le régime bonapartiste s'est maintenu, même après les chutes de Moubarak et de Morsi.

En Lybie, l'impérialisme cherche à reconstruire l'Etat depuis la chute de Kadhafi. Mais il n'est pas parvenu, jusqu'à présent, à établir une alternative de gouvernement stable, qui ne soit pas toujours remise en question par des milices de différents groupes.

En Irak, le retrait des troupes impérialistes n'a pas stabilisé un gouvernement d'unité nationale comme souhaité par l'impérialisme, mais bien un gouvernement chiite aligné sur l'Iran, avec de fortes caractéristiques bonapartistes. La rébellion sunnite fut capitalisée par l'Etat islamique, et le pays est submergé dans une nouvelle guerre civile, maintenant avec deux pôles contre-révolutionnaires.

En Syrie, la guerre civile continue et inclut maintenant l'affrontement du régime et de l'impérialisme contre l'Etat islamique. A Bahreïn, au Koweït et en Arabie Saoudite, la dure répression est

parvenue à mettre en échec de manière conjoncturelle les mobilisations.

L'exception, au moins jusqu'à aujourd'hui, est la Tunisie, où non seulement le gouvernement de Ben Ali a été vaincu, mais aussi la dictature qui dirigeait le pays.

Cette réalité d'ensemble peut-elle changer avec le développement de la situation ? Oui, c'est possible. L'avancement révolutionnaire est capable de beaucoup de choses. Ce que nous affirmons, c'est que jusqu'à présent, cela n'a pas été le cas comme phénomène généralisé.

### **La décadence de l'impérialisme lui impose également des limites**

L'impérialisme étasunien est hégémonique en termes économiques, politiques et militaires. Il s'agit de la seule superpuissance nucléaire, ce qui éloigne toute possibilité d'une nouvelle guerre mondiale dans cette étape.

Mais il existe un élément de la réalité que nous devons analyser. Peu à peu, l'impérialisme a tendance à perdre de la force dans sa domination mondiale. Il n'existe pas d'alternative à l'hégémonie étasunienne au sein des pays impérialistes, ni en dehors d'eux. La décadence est une décadence de l'ensemble de l'impérialisme, et pas seulement des Etats-Unis.

La capacité de l'impérialisme étasunien de discipliner le monde en termes militaires est en train de diminuer depuis la défaite du Vietnam en 1975. Cette défaite a causé le « syndrome du Vietnam », où les masses étasuniennes rejettent les guerres qui sèment la mort parmi leurs enfants. Comme l'impérialisme doit

jusqu'à présent cohabiter avec une démocratie bourgeoise, il doit répondre à ces pressions.

Après l'attaque aux Tours jumelles en 2001, Bush a commencé une contre-offensive pour dépasser cette situation, avec le motif de la « lutte contre le terrorisme ». Cela a donné lieu – entre autres – à l'invasion de l'Afghanistan (2001) et de l'Irak (2003).

La défaite de la contre-offensive de Bush, en particulier en Irak, a fait revenir avec vigueur cette réflexion parmi les masses étasuniennes, maintenant sous le nom de « syndrome de l'Irak ». C'est ce qui fait actuellement partie des limitations de l'impérialisme pour intervenir dans la région.

En général, l'impérialisme répond à cette réalité par des agressions militaires aériennes, en évitant l'exposition de ses troupes dans des invasions terrestres ; voire par la sous-traitance de l'occupation par des pays tiers, comme en Haïti.

En ce moment, par exemple, l'impérialisme aurait les conditions militaires pour en finir avec l'Etat islamique, beaucoup plus facilement que lorsqu'il était confronté à Saddam Hussein en 2003. Il ne peut toutefois pas le faire, faute de conditions politiques internes (qui lui étaient favorable après l'attaque contre les Tours jumelles). Il doit se limiter aux frappes aériennes qu'il a exécutées jusqu'à présent.

### **Les courants islamistes bourgeois**

Le nationalisme arabe est entré en déclin depuis les années 1970, depuis le Parti national démocratique (PND) de Sadat et Moubarak (remplaçant le parti

de Nasser) jusqu'au Baas de Saddam Hussein et Assad.

Après leur capitulation à l'impérialisme, les gouvernements issus de ce nationalisme en arrivèrent à mettre en œuvre les plans néo-libéraux dans la région. Cela concernait notamment l'Egypte, la Syrie, la Libye et l'Irak – avec des dictatures qui sont devenues la cible de la colère des masses –, ainsi que d'autres gouvernements de la région.

Plusieurs partis bourgeois islamiques traditionnels ont profité de la crise des dictatures et sont arrivés au pouvoir, ce qui a donné lieu à des crises majeures. Ce fut le cas des Frères musulmans en Egypte et d'Ennahdha (Mouvement de la Renaissance) en Tunisie. Et il n'est pas exclu que l'AKP (Parti pour la justice et le développement) d'Erdogan en Turquie commence à connaître le même sort.

On ne peut cependant pas sous-estimer ces courants, étant donné le poids de masse qu'ils ont encore, et les crises cycliques de leurs opposants. Bien qu'en décadence, ils peuvent reprendre de l'importance, en profitant des crises politiques qui se produisent.

### **A côté du peuple contre les dictatures syrienne et lybienne ? Ne pas prendre parti ?**

Il y a une autre grande controverse avec une grande partie de la gauche, apparue avec l'émergence du processus révolutionnaire en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Lorsque ces mobilisations sont entrées en collision avec des dictatures comme celles de la Libye et de la Syrie, un dilemme s'est posé : faut-il être à côté de ces peuples en lutte ou à côté des dictatures détestées ? Ce débat

s'est fait encore plus vif lorsque la lutte a évolué vers le domaine militaire, avec des guerres civiles dans ces pays. La majorité de la gauche s'est mise à défendre de ces dictatures, niant les révolutions en cours et réduisant l'ensemble à une intervention impérialiste pour renverser des gouvernements « anti-impérialistes ». Ils ont oublié, à ce propos, toute la capitulation de ces bourgeoisies à l'impérialisme, abandonnant les postures nationalistes du passé pour mettre en œuvre les plans néo-libéraux dans leurs pays. Les gouvernements d'Assad et de Kadhafi étaient directement appuyés par l'impérialisme, jusqu'à ce que les masses se révoltent dans ces pays et que l'impérialisme doive s'en différencier.

Nous avons subi des attaques bien dans le style stalinien, comme « alliés de l'impérialisme », pour le fait de soutenir les mobilisations des peuples de ces pays contre ces gouvernements.

En appuyant ces dictatures, les gouvernements de Cuba et du Venezuela ont montré l'attitude qu'ils pourraient assumer, le jour où de grandes montées de masse s'opposent à eux.

Le fait est que la position de ces courants se heurte à nouveau à la réalité. Les attaques aériennes de l'impérialisme contre les positions de l'Etat islamique (EI) en Syrie matérialisent une alliance explicite entre Assad et les gouvernements impérialistes. Selon le journal libanais Al Monitor, les Etats-Unis, « qui manquent d'alliés fiables en Syrie, pourraient considérer le régime comme la seule force capable de contenir l'Etat islamique dans le Nord du pays », de

sorte qu'ils « n'ont pas de problème à lui permettre de reprendre les zones d'Alep et de sa périphérie ».

Il est donc important de se demander qui est l'allié de l'impérialisme en ce moment. Les courants trotskystes tels que le PTS ou SoB mirent sur un même pied la dictature d'Assad et les secteurs qui ont pris les armes contre lui et ne prirent pas parti dans cette révolution. C'est une grave erreur de rester « neutre » devant quelque chose de relativement évident telle qu'une lutte de masse contre des dictatures détestées.

Le fait de confondre la lutte de masses avec leurs directions bourgeoises et réformistes est une mauvaise base pour l'analyse de n'importe quel processus. Mais si cela est toujours erroné, ce l'est d'autant plus dans des processus complexes comme ceux du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, où il n'y a pas de directions révolutionnaires.

Les sectaires ne sont pas toujours ultragauchistes. Dans ce cas, ces courants ont une position opportuniste. Ils ont fini par aider objectivement les dictatures au pouvoir et par s'inscrire comme aile gauche du bloc castro-chaviste pour attaquer ces révolutions. Notre revendication d'armes pour les combattants syriens et d'armes pour le peuple de Kobanéé est basée sur la tradition du trotskysme dans la révolution espagnole, une tradition ternie par ces courants.

### **Les militaires se maintiennent au pouvoir en Egypte**

En Egypte, le régime militaire a connu une victoire avec l'élection du maréchal Al-Sissi en mai 2014. C'était l'expression

de la continuité du régime militaire, même avec l'effondrement des gouvernements de Moubarak et de Morsi. Le récent acquittement de Moubarak est une preuve supplémentaire de cette continuité.

Mais l'abstention de 54 % de la population dans l'élection d'Al-Sissi a montré l'importante usure du régime. Une enquête menée avant l'entrée en fonction d'Al-Sissi indique une insatisfaction assez ample envers l'ensemble des institutions. Les Egyptiens sont plus insatisfaits (72 %) que satisfaits (24 %) de la situation du pays en général. L'armée avait un soutien de 88 % de la population après la chute de Moubarak ; 73 % il y a un an, après la chute de Morsi ; et 56 % au moment de l'entrée en fonction d'Al-Sissi. La Fraternité, qui avait 53 % de soutien avant d'être écartée, est tombée à 42 %. Une fois élu, Al-Sissi a augmenté les prix du carburant entre 40 et 78 %, ce qui a provoqué une hausse de plusieurs autres prix et fait croître l'insatisfaction.

En février de l'année passée, le mouvement ouvrier, d'une grande importance dans le pays, a mené une vague de grèves qui a même précipité la chute du gouvernement de Hazem el-Beblawi. Actuellement, il peut se manifester de nouveau avec force, en affrontant cette nouvelle attaque.

### **Une nouvelle guerre civile en Irak**

En Irak, l'impérialisme étasunien a été vaincu par la résistance irakienne et a dû retirer ses troupes en 2011.

Cela se manifeste dans le caractère du gouvernement du Premier ministre chiite, Nouri al-Maliki. Ce dernier n'était pas simplement une marionnette de

l'impérialisme, mais le résultat d'un accord avec la dictature iranienne chiite. Cela semblait être la meilleure alternative pour assurer une certaine stabilité et pour affaiblir la résistance irakienne à majorité sunnite – Saddam Hussein était majoritairement sunnite –, une alternative par laquelle les Etats-Unis et l'Iran étaient très intéressés à l'époque.

L'impérialisme avait la politique d'un gouvernement d'union nationale, comprenant les chiïtes, les sunnites et les Kurdes, mais Al-Maliki, intéressé par le contrôle exclusif du pétrole, a formé un gouvernement dont les autres secteurs étaient exclus.

Cela a été propice à la crise et l'insurrection sunnite, qui ont fini par être capitalisées par l'alternative contre-révolutionnaire de l'Etat islamique de l'Irak et du Levant (EIL), devenu par la suite l'Etat islamique (EI). Dans une offensive éclair, l'EIL est parvenu à vaincre l'armée irakienne – pourvue en armes par les Etats-Unis et qui a honteusement pris la fuite sans combattre – et à contrôler ensuite une grande partie du territoire sunnite de l'Irak.

Al-Maliki a été remplacé par un nouveau gouvernement, dirigé par Al-Abadi, avec l'objectif de relancer la proposition de l'impérialisme d'un gouvernement d'union nationale (avec un vice-président sunnite) afin de s'opposer à l'Etat islamique.

Mais la guerre civile continue. La menace d'une division du pays est toujours présente, avec l'établissement du Califat proclamé par l'Etat islamique.

### L'impasse syrienne

La contre-offensive brutale d'Assad – soutenu par le Hezbollah – et l'intervention de l'Etat islamique ont affaibli la résistance militaire contre la dictature syrienne. La guerre civile a déjà causé près de 200 000 morts, six millions de personnes déplacées dans le pays et trois millions dans d'autres pays.

La présence d'une cinquième colonne, armée par l'Etat islamique et combattant aussi l'opposition syrienne, a rendu la situation militaire extrêmement complexe. Avec la proclamation du califat, l'EI a directement remis en question le gouvernement d'Assad. De ce fait, l'offensive aérienne impérialiste se développe en alliance explicite avec Assad.

L'Armée syrienne libre (ASL), le Front islamique et le Front révolutionnaire doivent combattre à la fois l'Etat syrien soutenu par le Hezbollah et les forces lourdement armées de l'Etat islamique. C'est ce qui explique le recul militaire de l'opposition.

Cependant, le régime n'a pas réussi à écraser la révolution, malgré une supériorité militaire écrasante. Même en détruisant physiquement des villes entières, il ne parvient pas à les occuper et à les stabiliser. Même les zones autour de Damas, la capitale, ne sont pas complètement contrôlées par la dictature d'Assad.

En réalité, les forces antidictatoriales continuent de se battre, au prix de sacrifices de plus en plus grands. Elles exercent le contrôle sur des zones importantes, comme des parties d'Alep et d'Idlib et des espaces dans la périphérie

de Damas et aux alentours d'Homs. Récemment, elles affirment avoir progressé militairement dans le sud-ouest de Damas, Dara et Kuneitra, ouvrant à nouveau des brèches à la frontière avec le Liban.

La direction de cette opposition et pro-impérialiste bourgeoise. La dénommée Coalition Nationale pour les Forces de l'Opposition et de la Révolution Syrienne (CNFORS) soutient ouvertement l'intervention impérialiste dans la région. Même les secteurs directement liés à la lutte armée ne sont pas parvenus à s'unir dans la lutte contre le régime. La formation du Conseil de commandement de la Révolution, qui unifie le Front islamique et l'Armée syrienne libre (ASL), peut être une avancée en ce sens.

### Un nouvel élément contre-révolutionnaire : l'Etat islamique

Avec son avancée militaire en Irak et en Syrie, l'Etat islamique a proclamé un califat, avec un territoire qui va de Diyala, dans l'Est de l'Irak, à Alep, dans le Nord de la Syrie. C'est une tentative d'établir un Etat, avec une référence religieuse aux califats islamiques du septième siècle. Leur chef, Al-Baghdadi, est proclamé comme étant la continuité de Mahomet.

Il ne s'agit en fait pas d'une guerre de religion, en dépit de l'utilisation de cette base idéologique sunnite. Le califat de l'Etat islamique est une dictature, avec des méthodes fascistes de terrorisme pour paralyser les opposants, qui vise uniquement le contrôle d'une partie importante du pétrole dans la région.

Avec le contrôle de ces sources pétrolières, l'EI obtient un revenu annuel

estimé entre 600 et 800 millions de dollars, ce qui lui permet d'avoir accès à des armes lourdes (notamment des chars modernes et de l'artillerie) qu'ils utilisent dans leurs affrontements militaires. L'EI est assez fort pour traiter directement avec les Etats irakien et syrien et essaye de constituer un nouvel Etat, ce qui fait que l'impérialisme n'a maintenant d'autre choix que d'y faire face.

### La défaite israélienne à Gaza

L'Etat nazi-fasciste d'Israël a envahi Gaza, essayant de profiter de ce moment de recul relatif de la révolution arabe. Mais la féroce résistance palestinienne et l'isolement croissant dont il fait l'objet dans le monde entier ont conduit à sa défaite.

Même avec le plein appui de la presse impérialiste en sa faveur, cet Etat n'est pas parvenu à éviter le rejet du génocide palestinien par l'opinion publique mondiale. Les manifestations radicalisées de jeunes Palestiniens menaçaient de déboucher sur une troisième Intifada.

Israël a dû reculer, sans parvenir à détruire la structure militaire du Hamas, et il a dû ouvrir des négociations sur la fin du blocus de Gaza. Cette défaite israélienne a ouvert une crise dans son gouvernement et a renforcé le Hamas.

Toutefois, le Hamas avance dans des négociations avec l'Autorité palestinienne dans le sens de l'acceptation de l'Etat d'Israël et du contrôle des accès à Gaza par le Fatah. La crise en Israël ne s'arrête pas : le gouvernement de Netanyahu a maintenant été contraint de destituer les ministres qui étaient en désaccord avec la proclamation du caractère juif de l'Etat d'Israël et a appelé à

des élections afin d'approfondir l'orientation raciste. Les pays de l'Union européenne – qui soutiennent les sionistes, mais ont besoin d'une solution négociée – ont fait un geste symbolique pour forcer un peu Netanyahu à reconnaître l'Etat palestinien.

### Libye : la crise continue

Depuis l'effondrement de la dictature libyenne de Kadhafi, l'impérialisme tente d'y reconstruire un Etat. Jusqu'ici, il a échoué. Il manque une armée qui puisse s'imposer aux diverses milices ; il n'y a pas encore un régime politique établi avec un minimum de stabilité.

Après des gouvernements successifs en crise, les dernières élections, en juin 2014, ont donné lieu à un gouvernement civil, opposé à l'hégémonie islamique du congrès précédent. Le nouveau gouvernement a dû s'installer à Tobrouk, près de la frontière avec l'Egypte, tandis que l'ancien gouvernement, toujours en place à Tripoli, la capitale, ne s'est pas dissout.

Il y a actuellement deux gouvernements et deux congrès, qui se disputent la légitimité dans le pays. Le mouvement de masses ne dispose pas d'une alternative indépendante pour s'imposer, et la contre-révolution ne parvient pas à stabiliser le pays.

### La lutte progressiste des Kurdes

Les Kurdes sont une des plus grandes nations opprimées sans Etat propre, avec une population d'environ 40 millions de personnes, disséminée entre quatre Etats : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Ils mènent un juste combat pour le droit à l'autodétermination nationale, y compris la séparation et la création d'un Etat indépendant de la nationalité kurde. En ce sens, la lutte des Kurdes, contre l'EI et les gouvernements turc, irakien et iranien, est équitable et progressiste, en dépit de leurs directions bourgeoises et pro-impérialistes, qui doivent être combattues par les classes exploitées.

Kobané est une ville kurde en Syrie, près de la frontière avec la Turquie. La résistance héroïque des Kurdes qui y sont assiégés par l'EI doit être soutenue par les révolutionnaires dans le monde entier. Malgré la supériorité militaire de l'EI, la résistance kurde a réussi à faire reculer partiellement l'occupation autour de la ville. Il y a eu ici un accord très progressiste entre le Commandement général du YPG (la milice kurde) et l'Armée syrienne libre, pour combattre l'EI.

Cette bataille polarise l'ensemble de la région ; elle a déstabilisé la Turquie et ouvre la possibilité de la première défaite militaire majeure de l'EI.

### **La Turquie se déstabilise**

La Turquie est actuellement entraînée dans une intégration turbulente dans le conflit au Moyen-Orient.

Le gouvernement de l'AKP, le parti islamique bourgeois d'Erdogan, a dû faire face à de grandes manifestations étudiantes en 2013, expression de la montée des luttes dans la région. Cependant, les manifestations ont été vaincues et Erdogan (qui était Premier ministre) a été élu président en août de cette année.

Le processus régional entre maintenant, en scène à cause du

problème kurde. A Kobané, le gouvernement de l'AKP mène, en pratique, une politique d'alliance avec l'EI, pour éviter le renforcement de la lutte kurde en Turquie.

Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) développe en Turquie une lutte armée pour l'autodétermination kurde depuis plusieurs décennies. Et Erdogan empêche les volontaires kurdes de franchir la frontière pour porter secours à la bataille de Kobané et y apporter des armes.

Cela a comme résultat un soulèvement kurde en Turquie, soutenu par une partie significative du mouvement de masses. Et le gouvernement d'Erdogan utilise des factions fascistes pour attaquer les manifestations kurdes contre son gouvernement. Le conflit syrien est en train de déstabiliser la Turquie.

### **L'exception de la Tunisie**

C'est en Tunisie que le processus révolutionnaire a commencé, en décembre 2010, et c'est aussi le pays où la première grande victoire a été obtenue, avec la chute du dictateur Ben Ali en janvier 2011.

Le premier gouvernement élu était celui d'un parti islamique, le Parti de la renaissance (Ennahdha), un parti nationaliste bourgeois similaire à celui des *Frères musulmans* en Egypte. Ce gouvernement a été mis en échec par un soulèvement populaire suivi par une grève générale, après l'assassinat d'un chef de l'opposition réformiste, Chokri Belaid, en février 2013.

Une Assemblée constituante a été élue, qui a voté une des constitutions les plus libérales de la région, garantissant

la liberté religieuse sans imposer la *sharia* (loi religieuse), ainsi que la liberté d'expression et l'égalité entre les hommes et les femmes.

De nouvelles élections ont donné la victoire à une coalition laïque bourgeoise liée à d'anciens fonctionnaires de la dictature d'Ali, l'Appel de la Tunisie, qui s'est présentée comme une alternative à l'islamisme d'Ennahdha. Le nouveau gouvernement devra faire face à la même crise économique qui fut l'une des bases du début du processus révolutionnaire, il y a quatre ans. Le taux de chômage atteint 16 % de la population et 40 % des jeunes.

Contrairement au reste de la région, en Tunisie, la dictature est tombée et une démocratie bourgeoise a été établie.

### **Un processus révolutionnaire avec des impasses et des limites structurelles**

Comme nous l'avons vu, les impasses et les limites de la révolution en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ont des raisons structurelles, liées à l'absence de directions révolutionnaires et au rôle réduit du prolétariat.

D'autre part, ni l'impérialisme ni la bourgeoisie locale ne parviennent à donner une issue à la crise économique et à la misère des masses. Ils ne parviennent ni à vaincre les masses par la force, ni à stabiliser les gouvernements établis.

Il y a déjà eu plusieurs tentatives pour vaincre les masses par la force. L'impérialisme l'a essayé avec son invasion en Irak et en l'Afghanistan. Israël l'a également essayé avec l'invasion du Liban en 2006 et avec sa récente invasion de Gaza. Assad l'essaie maintenant en Syrie. Aucune de ces tentatives n'a réussi à s'imposer à ce jour.

D'autre part, comme nous l'avons vu, l'impérialisme ne compte pas non plus avec la réaction démocratique pour détourner la montée des luttes vers la démocratie bourgeoise.

Le processus qui en résulte est agité et ne se stabilise ni dans les défaites, ni dans les victoires partielles. C'est une réalité extrêmement contradictoire et complexe, un grand défi pour la gauche révolutionnaire. Mais avant tout, c'est une région qui continue à être l'un des centres de la révolution mondiale.

## **Un processus révolutionnaire avec des impasses et des limites structurelles**

Les impasses et les limites de la révolution en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ont des raisons structurelles, liées à l'absence de directions révolutionnaires et au rôle réduit du prolétariat.

D'autre part, ni l'impérialisme ni la bourgeoisie locale ne parviennent à donner une issue à la crise économique et à la misère des masses. Ils ne parviennent ni à vaincre les masses par la force, ni à stabiliser les gouvernements établis.

Il y a déjà eu plusieurs tentatives pour vaincre les masses par la force. L'impérialisme l'a essayé avec son invasion en Irak et en l'Afghanistan. Israël l'a également essayé avec l'invasion du Liban en 2006 et avec sa récente invasion de Gaza. Assad l'essaie maintenant en Syrie. Aucune de ces tentatives n'a réussi à s'imposer à ce jour.

D'autre part, comme nous l'avons vu, l'impérialisme ne compte pas non plus avec la réaction démocratique pour détourner la montée des luttes vers la démocratie bourgeoise.

Le processus qui en résulte est agité et ne se stabilise ni dans les défaites, ni dans les victoires partielles. C'est une réalité extrêmement contradictoire et complexe, un grand défi pour la gauche révolutionnaire. Mais avant tout, c'est une région qui continue à être l'un des centres de la révolution mondiale.